

Ecrit par le 23 novembre 2024

Comment les Français se préparent et envisagent les économies d'énergie pour cet hiver ?



Pour 54 % des Français, les particuliers doivent faire moins d'efforts que les professionnels. C'est ce qui ressort de l'enquête réalisée pour le compte de [Rothelec](#), spécialiste du chauffage électrique économique. Avec l'arrivée de l'Hiver, l'inventeur de radiateur à inertie, a voulu savoir si les Français étaient prêts à réaliser des économies d'énergie avec une enquête menée auprès de 1 002 personnes représentatives de la population française. Ces derniers sont ainsi 48% à estimer que baisser les températures de leur maison est une bonne idée... Mais seulement 45% ont prévu de le faire cet hiver ! Cet hiver, la température de confort du salon des Français sera pour 33 % entre 20°C et 18°C.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Qui doit être le plus sobre énergétiquement ?

En ce qui concerne la question de la sobriété énergétique, les Français ont un avis bien tranché : plus de 54% pensent que les particuliers doivent faire moins d'efforts que les professionnels. Seulement 39% estiment que les efforts doivent être équivalents et 4% que ce sont aux particuliers de faire plus d'économies.

Pensez-vous que ce sont les particuliers qui doivent faire le plus d'efforts pour la sobriété énergétique ?	
Réponses	Pourcentages
Oui les particuliers doivent faire plus d'efforts que les professionnels	4 %
Les particuliers et les professionnels doivent faire autant d'efforts	39 %
Non les particuliers doivent faire moins d'efforts que les professionnels	54 %
Ne se prononce pas	3 %

Pour ou contre pour la baisse des températures dans les maisons cet hiver ?

Pour ce qui est de faire baisser la température dans les habitations quand le thermomètre sera au plus bas, les Français sont très divisés : 48% estiment qu'il s'agit d'une bonne idée mais 39% pensent que non et 13% ne savent pas encore répondre à cette question.

Pensez-vous que ce soit une bonne idée de baisser la température de votre habitation cet hiver ?	
Réponses	Pourcentages
Oui	48 %
Non	39 %
Je ne sais pas	13 %

De plus, entre le fait de savoir que la baisse des températures est une bonne idée et le faire, il existe aussi un fossé. En effet, 45% des personnes interrogées déclarent qu'elles diminueront effectivement cet hiver le chauffage de leur habitation de quelques degrés mais 44% avouent que non et 11% n'ont pas encore pris leur décision.

Allez-vous baisser la température de votre habitation cet hiver ?	
Réponses	Pourcentages
Oui	45 %
Non	44 %
Je ne sais pas	11 %

Une baisse de combien ?

Faire baisser la température de leur habitation ne signifie pas pour autant que les Français vont rester à 18°C. Ainsi, la température de confort du salon des Français cet hiver sera pour 33% entre 20°C et 18°C,

Ecrit par le 23 novembre 2024

pour 31% entre 22°C et 20°C et pour 29% entre 24°C et 22°C. Il semble donc que les recommandations de faire baisser les températures entre 18°C et 19°C ne soient pas totalement respectées dans les faits.

Pour vous, la température de confort de votre salon sera cet hiver de :	
Réponses	Pourcentages
Plus de 24°C	4 %
Entre 24°C et 22°C	29 %
Entre 22°C et 20°C	31 %
Entre 20°C et 18°C	33 %
Moins de 18°C	3 %

Comment vraiment réaliser des économies ?

Pour vraiment faire baisser la facture énergétique, les Français ont de bonnes idées. Ainsi, 77% considèrent qu'une bonne isolation des murs, des plafonds et des sols est la solution la plus efficace.

En deuxième place, 65% pensent que le chauffage solaire est pertinent et 61% qu'il faut installer des radiateurs haut de gamme.

« En fait, c'est l'accumulation de toutes ces solutions qui rend une habitation efficace et donc qui permet de réaliser d'importantes économies d'énergie. Si vous avez des murs en carton, un chauffage solaire ne sera pas plus intéressant. En revanche, bien isoler sa maison, associer un système de chauffage solaire avec des radiateurs haut de gamme munis de thermostats déportés, tout en fermant vos volets la nuit, c'est la formule gagnante pour de belles économies énergétiques », a déclaré Jean-Alexandre Grunelius, PDG de Rothelec.

Selon vous, quel(s) aménagement(s) permet(tent) de réaliser le plus d'économies d'énergie ?	
Réponses	Pourcentages
Une bonne isolation des murs, plafonds, etc.	77 %
Un système de chauffage solaire	65 %
Des radiateurs haut de gamme	61 %
Des thermostats déportés	42 %
Des volets roulants fermés la nuit	41 %
De couper totalement le chauffage la nuit	5 %
Autre	4 %

Plus d'1 Français sur 2 prévoit de changer de chauffage

En mai 2022, plus de 47% des Français prévoyaient déjà de changer ou d'améliorer leur système de chauffage. En septembre, ils sont plus de 51% dans ce cas, soit une augmentation de 4 points en seulement 4 mois.

Ecrit par le 23 novembre 2024

Prévoyez-vous de changer votre système de chauffage afin de faire des économies d'énergie cet hiver ?

Réponses	Mai 2022	Septembre 2022
Oui	47 %	51 %
Non	53 %	49 %

L'électrique toujours le choix N°1

Si l'électricité reste encore le choix numéro des Français, il baisse cependant de 39% en mai à 36% en septembre. Le Gaz quant à lui chute véritablement de 33% à 24% alors que le solaire grimpe de 11% à 23%. Le chauffage au bois augmente également de 9% à 19%.

Quel(s) type(s) de chauffage(s) aimeriez-vous avoir ?

Réponses	Mai 2022	Septembre 2022
Electrique	39 %	36 %
Au gaz, GPL	33 %	24 %
Solaire	11 %	23 %
Au bois, granulés	9 %	19 %
Pompe à chaleur, climatisation	12 %	15 %
Eau chaude (radiateurs ou plancher chauffant)	6 %	5 %
Plancher ou plafond rayonnant	4 %	2 %
Géothermique	2 %	1 %
Aucun	2 %	1 %
Au fioul	1 %	0 %

Rentrée : la CPME 84 s'inquiète pour les entreprises vauclusiennes

Ecrit par le 23 novembre 2024



Période post-Covid, crise énergétique, guerre en Ukraine, envolée du coût des matières premières, pénurie de main d'œuvre, remboursement du PGE, plan Faubourg... A l'occasion de cette rentrée Bernard Vergier, président de la CPME de Vaucluse s'inquiète des difficultés qui s'accumulent pour les entreprises vauclusiennes.

« L'année 2021, puis le premier semestre 2022, ont été marqués par la crise du Covid puis par la reprise de l'économie freinée par des difficultés de recrutement et des pénuries de matières premières sans précédent », constate Bernard Vergier, président de la CPME 84 (Confédération des petites et moyennes entreprises) à l'occasion de la conférence de presse de rentrée de la première organisation patronale de Vaucluse (900 adhérents directs et 8 000 entreprises représentées via les branches affiliées à la Confédération départementale).

Malgré cela, poursuit-il, la CPME reste plus que jamais mobilisée pour faire entendre haut et fort la voix des PME au cœur d'un contexte incertain : lutte contre l'inflation et les pénuries, indispensables réformes des retraites et de la sphère publique, transitions écologique et numérique. Et pour cela, notre

Écrit par le 23 novembre 2024

objectif est clair : militer inlassablement pour bâtir un environnement plus favorable aux TPE-PME. »

Flambée des coûts de l'énergie

En premier lieu, la CPME 84 s'alarme des conséquences de la flambée des coûts de l'énergie.

« Nous redoutons cet hiver une cherté de l'énergie qui risque de se coupler à une rareté. Nos chefs d'entreprise s'y préparent et font déjà le maximum pour réduire leur consommation mais nous devons impérativement éviter les coupures ou les délestages même si 59% des entreprises ont déjà réduit leur consommation énergétique. Il est nécessaire, en premier lieu, d'être accompagnés par les énergéticiens qui doivent nous aider à anticiper les difficultés. Les pouvoirs publics devront réactiver les mesures d'activités partielles de longue durée et les fonds de solidarité afin d'éviter des licenciements économiques voire des fermetures d'entreprise.

« Éviter des licenciements économiques voire des fermetures d'entreprise en raison des coûts de l'énergie. »

Bernard Vergier

« Dans un souci de séduction politique et d'un certain dogmatisme écologiste, nos politiques ont voulu croire que l'on pouvait s'en sortir avec le 'tout solaire et éolien', regrette Bernard Vergier. Le résultat est aujourd'hui là, notre forte dépendance énergétique est susceptible de remettre en question la viabilité de nos entreprises les plus énergivores. »

Difficultés de recrutement et inflation

Le président de la CPME 84 s'inquiète des fortes difficultés de recrutement que rencontrent les entreprises locales.

« Trop d'entreprises peinent à recruter, trop de postes sont vacants sur l'ensemble des secteurs d'activités mettant en difficulté le développement et l'activité de nos structures », constate Bernard Vergier même si « à l'échelle de notre département, les acteurs concernés se sont fortement saisis du sujet et nous pouvons saluer les efforts conjoints de la DEETS, de la Préfecture de Vaucluse, Pôle Emploi, des organisations patronales et branches professionnelles ainsi que l'ensemble des partenaires travaillant sur le sujet. »

« L'apprentissage reste le meilleur dispositif pour insérer nos jeunes dans nos entreprises. »

Pour combler en partie ce manque de main d'œuvre, le président de la CPME de Vaucluse plaide pour que l'apprentissage continue à être soutenu : « Il reste le meilleur dispositif pour insérer nos jeunes dans

Ecrit par le 23 novembre 2024

nos entreprises en leur donnant une formation concrète, en travaillant sur les savoir-être ainsi que sur la valeur 'travail' ».

Et Bernard Vergier de regretter à contrario ceux qui « choisissent encore le chômage de complaisance. Les conditions d'indemnisation de l'assurance chômage doivent être resserrées, avec une incitation plus rapide à reprendre un emploi, comme c'est le cas dans la plupart des autres pays européens. »

« Il est nécessaire de redonner du pouvoir d'achat à nos collaborateurs »

Concernant l'inflation, même si celle-ci est une des plus faibles d'Europe, la CPME propose de réactiver pour toutes les entreprises la défiscalisation des heures supplémentaires et de plafonner le montant des charges patronales. Concrètement, au-delà de la 35^e heure, un salarié serait payé 25% de plus mais les charges patronales n'augmenteraient pas.

La CPME propose également d'assouplir les dispositifs de participation et d'intéressement ainsi que de permettre plusieurs versements au cours de l'année de la prime Pepa (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat dit aussi 'Prime Macron').

« Il est nécessaire de redonner du pouvoir d'achat à nos collaborateurs », insiste Bernard Vergier.

Mobilité : le plan Faubourgs en ligne de mire

Enfin, le président de la CPME s'alarme des conséquences de [la mise en place du plan Faubourgs à Avignon](#).

« Les embouteillages impactent au quotidien l'ensemble de notre activité économique, touchent les professionnels, leurs collaborateurs, leurs clients et fournisseurs qui ne peuvent se passer de leur véhicule pour exercer leur activité professionnelle, déplore Bernard Vergier. Le commerce de proximité implanté sur le plan faubourgs subit des pertes de chiffres d'affaires jusqu'à -85%, certains d'entre eux ont procédé à des licenciements économiques et cessés leur activité. Dans le même temps, des pics de pollution importants sont régulièrement enregistrés aux heures d'affluence. Les conséquences environnementales nous inquiètent... Les professionnels prioritaires (pompiers, ambulances, services d'ordre) sont aussi touchés et ne peuvent intervenir dans les délais nécessaires, ce qui peut mettre en danger la population concernée. De fortes inquiétudes sont aussi émises par les propriétaires de logement privés et professionnels sur les dévaluations immobilières déjà annoncées à court et moyen terme. »

« Notre ville n'a pas le droit de mourir. »

« Tout cela impacte grandement les activités des entreprises d'Avignon et au-delà. Cela touche aussi les populations de la cité des papes mais aussi plus largement celles du Vaucluse, du Gard et des Bouches-

Écrit par le 23 novembre 2024

du-Rhône. Nous ne sommes pas contre le principe, mais là, on a fait les choses à l'envers. Il aurait fallu d'abord finaliser les travaux de la tranche 2 de la LEO, mettre en place des parkings relais et faire émerger de nouvelles plateformes dédiées aux automobilistes. Là, on est allé trop loin. Notre ville n'a pas le droit de mourir. »



La CPME 84 dénonce les conditions et les conséquences de la mise en place du plan Faubourgs à Avignon.

« Face à la position dogmatique de la municipalité que nous regrettons, je rappelle que la CPME 84 a déposé une requête au Tribunal administratif de Nîmes avec l'association [Adrem](#) à l'encontre de ce plan », conclut Bernard Vergier qui déplore que son organisation soit l'une des seules à se mobiliser sur ce sujet.

Écrit par le 23 novembre 2024

« En off, les autres acteurs institutionnels sont tous d'accord avec nous mais ils n'osent pas prendre publiquement position. Ils ont peur, pas nous car la CPME 84 est une organisation strictement apolitique dont la l'économie locale et l'emploi sont les seules préoccupations. Nous ne pouvons-nous soustraire de cet enjeu d'intérêt général. »

[A lire aussi : Mobilité, la vision du maire d'Avignon pour son territoire](#)

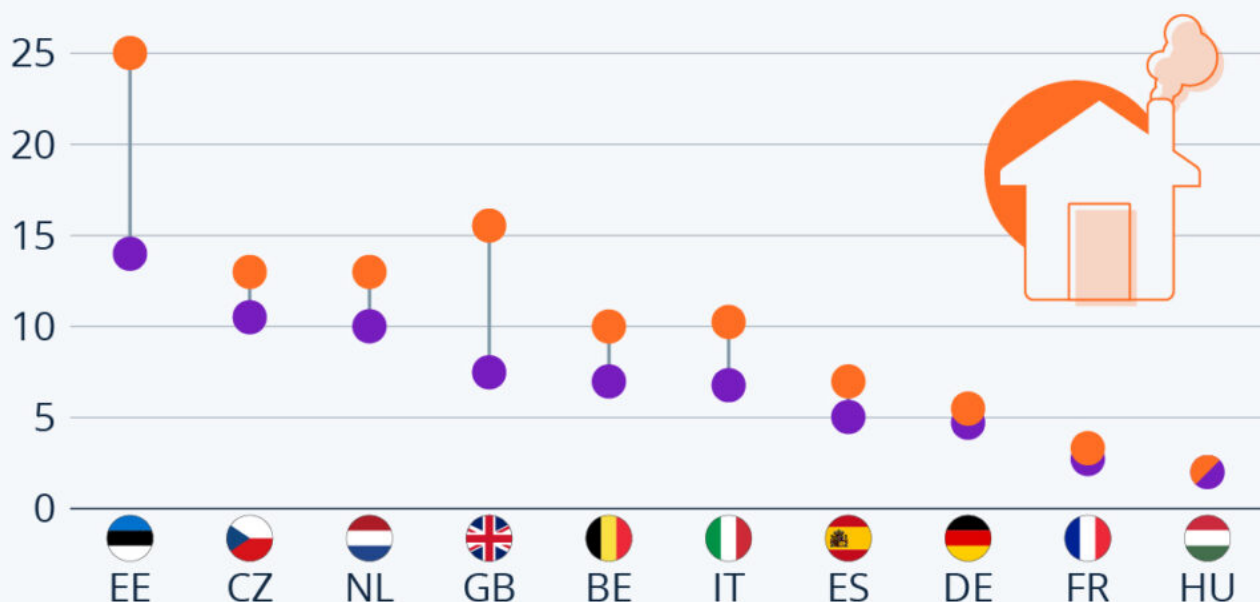
Crise énergétique : les ménages sous pression

Ecrit par le 23 novembre 2024

Crise énergétique : les ménages sous pression

Hausse du coût de la vie liée à l'évolution des prix de l'énergie, exprimée en % du budget des ménages

● 20 % des ménages les plus riches ● 20 % des ménages les plus pauvres



Basée sur une comparaison entre la projection des prix pour 2022 réalisée en mai 2022 et celle faite pour la même année en janvier 2021.

Source : FMI



statista

L'explosion des prix de l'énergie impacte fortement le [pouvoir d'achat des Européens](#). Depuis le début de l'année 2021, les prix mondiaux du pétrole ont doublé, ceux du charbon ont presque quadruplé et ceux du gaz naturel en Europe ont été multipliés par près de sept. Comme il n'est pas prévu que les [prix des combustibles fossiles](#) redescendent à leurs niveaux d'avant-crise avant un certain temps, les pays européens doivent désormais s'adapter à une facture d'importation plus élevée pour ce type d'énergies.

Écrit par le 23 novembre 2024

Dans un document publié en août, le [FMI](#) estime que le ménage européen moyen verra en conséquence son coût de la vie augmenter d'environ 7 % cette année par rapport à ce qui était prévu en janvier 2021. Ce chiffre reflète l'effet direct de la hausse des prix de l'énergie ainsi que ses répercussions diverses sur d'autres biens et services.

Dans la plupart des pays d'Europe, la flambée des prix de l'énergie exerce une pression encore plus forte sur les [ménages à faibles revenus](#), car ils consacrent une part plus importante de [leurs dépenses](#) à l'électricité et au gaz. Notre graphique donne un aperçu de l'impact de la hausse des prix sur le budget des foyers selon le niveau de revenus dans une sélection de pays européens. C'est en Estonie et au Royaume-Uni que les ménages les plus modestes (dernier quintile) sont les plus exposés, avec une augmentation du coût de la vie qui pourrait atteindre respectivement 25 % et 15 % pour ce groupe de la population. Les ménages français sont en comparaison mieux protégés, avec une hausse moyenne estimée à environ 3 %.

Les grandes différences d'impact que l'on observe entre les pays s'expliquent en grande partie par des divergences en matière d'approvisionnement, de réglementations, de structures de marché, de réponses politiques et de pratiques contractuelles. Le FM précise que la hausse du coût de la vie pourrait s'aggraver en cas d'interruption totale des importations de gaz en provenance de Russie.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

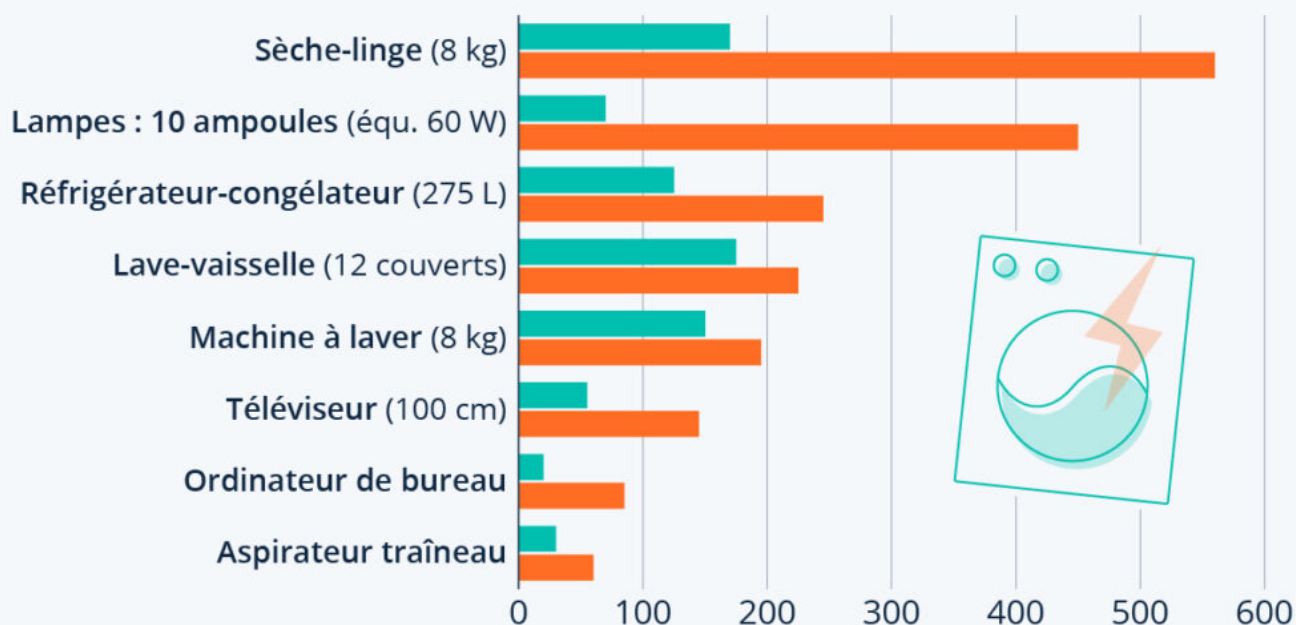
Économie d'électricité : quels appareils sont les plus énergivores ?

Ecrit par le 23 novembre 2024

Quels appareils sont les plus gourmands en énergie ?

Consommation annuelle d'électricité selon le type d'appareil électroménager disponible sur le marché, en kWh *

■ Appareils les plus efficaces ■ Appareils peu efficaces



* les valeurs correspondent à des ordres de grandeur pour un usage standard.

Source : ADEME



statista 

Alors que le conflit entre la Russie et l'Ukraine ne cesse de faire grimper les [prix de l'énergie](#) et pourrait même aboutir à des pénuries cet automne, le sujet de la sobriété énergétique occupe plus que jamais le devant de la scène.

Selon les données de l'[Insee](#), autour de 10 % du budget annuel des Français est consacré à la

Ecrit par le 23 novembre 2024

consommation d'énergie, dont les principales sources sont le chauffage et l'électroménager. Si les appareils domestiques sont de plus en plus économes, les foyers ont parallèlement tendance à être de plus en plus équipés. Portée par l'essor de l'informatique et de l'[électronique grand public](#), la consommation en [électricité](#) des ménages a ainsi augmenté en moyenne de 2 % par an au cours des trente dernières années.

De nos jours, chaque foyer possède en moyenne près d'une centaine d'appareils électriques ou électroniques. Et certains sont beaucoup plus énergivores que d'autres. Basé sur les chiffres de l'[Ademe](#), notre graphique donne un aperçu de la consommation annuelle d'électricité d'une sélection d'équipements domestiques pour un niveau d'usage standard. Il montre également les économies que l'on peut réaliser en fonction de l'efficacité des appareils actuellement disponibles sur le marché.

Ce n'est pas parce qu'un équipement est peu utilisé qu'il ne pèse pas lourd sur les factures d'énergie. Si l'on prend l'exemple du sèche-linge, utilisé pour seulement quelques cycles d'une à deux heures par semaine, il fait partie des [appareils électroménagers](#) les plus énergivores. Avec en moyenne plus de 300 kWh d'électricité consommée par an (variable selon le modèle et l'usage), un sèche-linge est environ deux fois plus gourmand qu'un réfrigérateur-congélateur, et trois fois plus qu'une télévision.

Outre l'éclairage du logement, où les LED permettent d'importantes économies par rapport aux ampoules plus anciennes, le réfrigérateur, la TV et le sèche-linge sont des exemples d'équipements pour lesquels les modèles les plus sobres en énergie ont le plus d'impact sur la consommation d'un foyer. Ramenée à la durée de vie des différents appareils (en moyenne autour de dix ans), l'économie sur les factures d'électricité peut se chiffrer à plusieurs milliers d'euros.

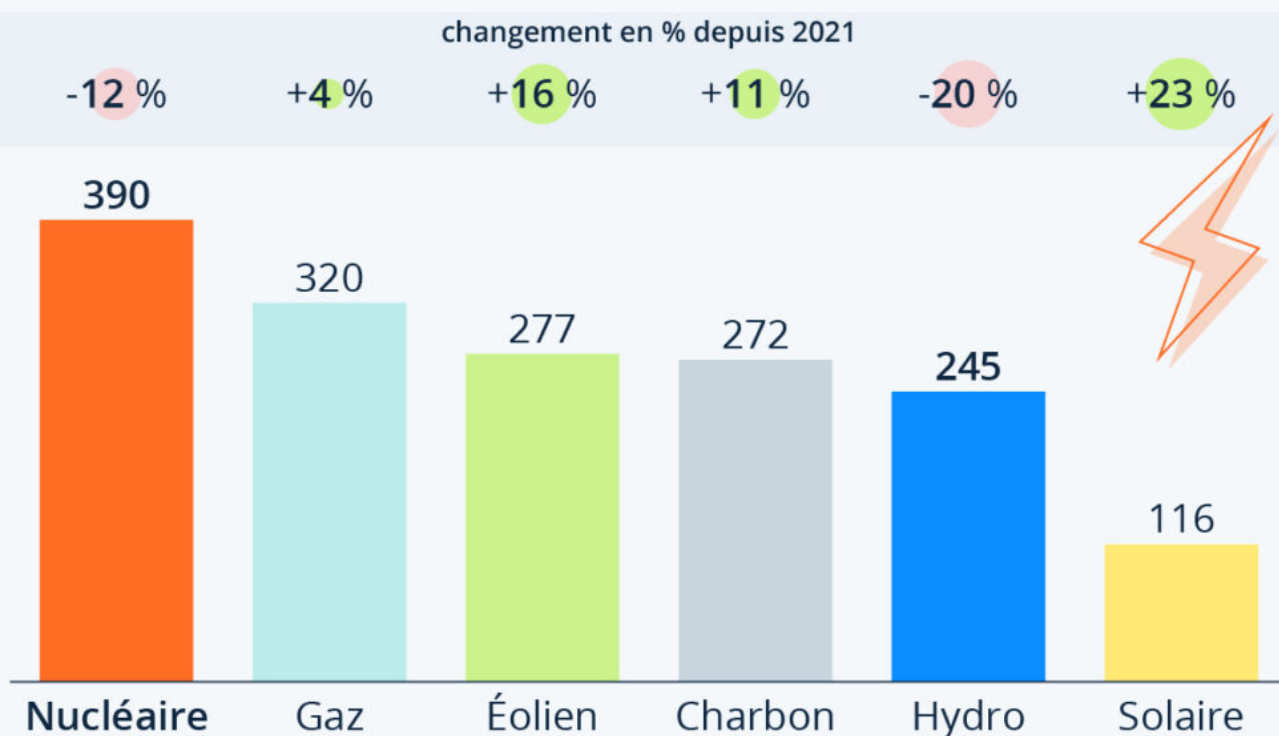
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Électricité : la sécheresse impacte le nucléaire et l'hydraulique

Écrit par le 23 novembre 2024

Électricité : la sécheresse impacte le nucléaire et l'hydraulique

Électricité produite en Europe entre janvier et juillet 2022 (en TWh)



Source : Rystad Energy via BBC



statista

Les sécheresses en Europe impactent tous les domaines, de l'alimentation aux transports en passant par l'environnement.

La production d'énergie en Europe est également touchée. Comme le montre notre graphique, la production d'électricité d'origine [hydraulique](#) entre janvier et juillet 2022 a diminué d'environ 20 %

Ecrit par le 23 novembre 2024

comparée à la même période en 2021. Cela s'explique en partie par l'assèchement des réservoirs hydroélectriques dans les pays comme l'Italie, la Serbie et le Monténégro. Selon [Bloomberg](#), la Norvège, qui est généralement un grand producteur d'hydroélectricité, a même pris des mesures pour réduire les exportations afin de pouvoir remplir en priorité les réservoirs à faible niveau d'eau pour maintenir sa production nationale.

La production d'[énergie nucléaire](#) a également diminué depuis 2021. Cette baisse est notamment causée par la fermeture de plusieurs centrales nucléaires françaises dû aux températures du Rhône et de la Garonne, trop élevées pour refroidir les réacteurs. La France dépend à 70 % de l'énergie nucléaire en étant un important exportateur d'électricité, qui fournit généralement de l'électricité à l'Italie, à l'Allemagne et au Royaume-Uni. Il faut préciser ici que les centrales nucléaires françaises sont également confrontées à d'autres obstacles : un nombre considérable de centrales du pays ont dû être arrêtées récemment en raison de pannes et de problèmes de maintenance retardés par la pandémie. Ces raisons combinées impliquent, selon [Wired](#), que la puissance hydroélectrique du pays a diminué de près de 50 pour cent.

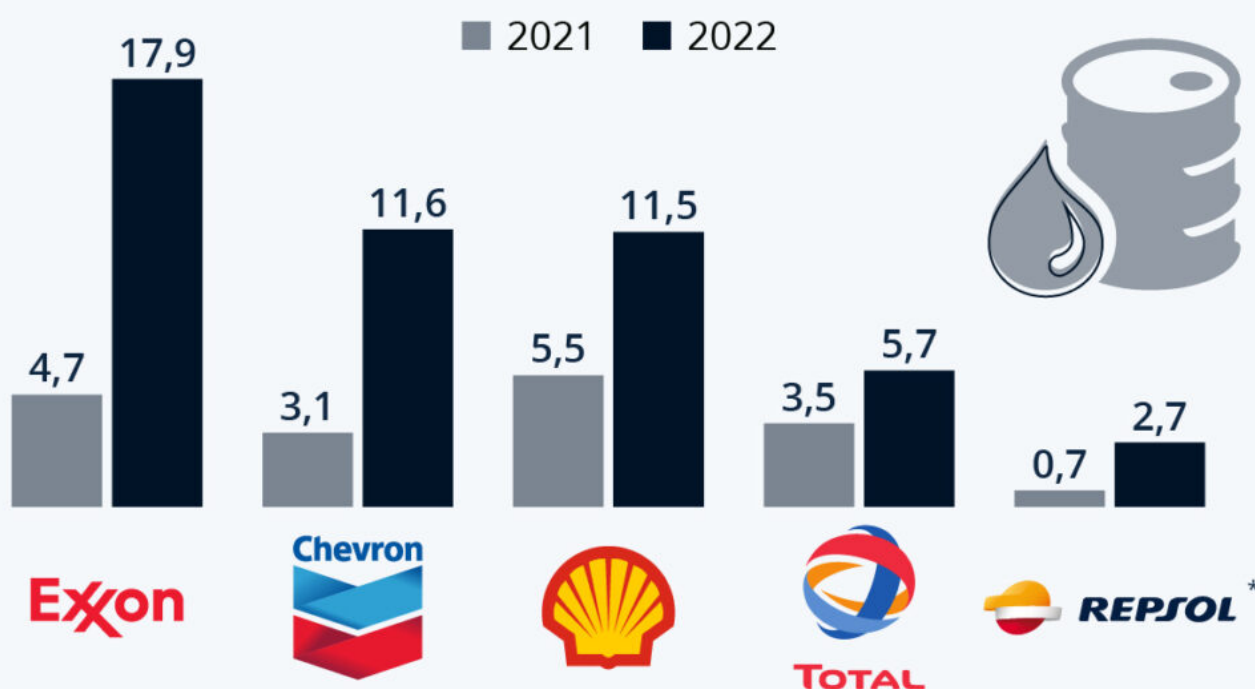
De Claire Villiers pour [Statista](#)

Les géants pétroliers encaissent des profits records

Ecrit par le 23 novembre 2024

Les géants pétroliers, grands gagnants de la crise

Bénéfices des compagnies pétrolières & gazières au 2e trimestre des années indiquées (milliards de dollars)



* conversion EUR/USD au taux de change moyen du 2e trimestre des années respectives.

Sources : comptes de résultats des entreprises



statista

[Guerre en Ukraine](#), frictions géopolitiques, inflation, tensions énergétiques, vagues de chaleur - 2022 est d'ores et déjà considérée comme une année de crise. Et comme dans toutes les périodes de crise, on retrouve des gagnants. Cette fois, il s'agit notamment des grands groupes pétroliers, qui encaissent des profits records avec la flambée des [prix de l'énergie](#). Le géant français de l'énergie, [Total](#), a par exemple annoncé un bénéfice de 5,7 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de plus de 60 %

Écrit par le 23 novembre 2024

par rapport à l'année dernière. « C'est la première fois depuis vingt-cinq ans que je vois toutes nos activités profiter d'un tel contexte de prix », a commenté Patrick Pouyanné, le PDG du groupe.

Les autres géants pétroliers ne sont pas en reste. La compagnie anglo-néerlandaise Shell a enregistré un bénéfice de 11,5 milliards de dollars d'avril à juin, soit plus du double de celui réalisé à la même période en 2021. La situation est même encore plus profitable aux groupes américains ExxonMobil et Chevron, qui ont vu leurs profits plus que tripler, pour atteindre respectivement 17,9 et 11,6 milliards de dollars au deuxième trimestre. À titre de comparaison, c'est plus que le bénéfice trimestriel moyen d'Amazon l'année dernière (8,3 milliards de dollars en 2021).

Les marges juteuses dégagées par les raffineries sont toutefois vues d'un œil critique. Comme le [rapporte France24](#), Exxon et Chevron se retrouvent dans le collimateur de l'administration Biden aux États-Unis, qui leur reproche de ne pas faire suffisamment d'efforts financiers pour limiter la flambée des [prix à la pompe](#). Début juin, le président américain avait même ironisé à leur égard, en avançant qu'Exxon allait « gagner plus d'argent que Dieu » cette année. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, s'est lui aussi exprimé de manière critique récemment, bien que de manière plus modérée. En juillet, il avait déclaré sur Twitter, « certaines entreprises réalisent des bénéfices particulièrement importants dans la situation actuelle, avec la hausse des prix de l'énergie. Ce n'est pas correct ».

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

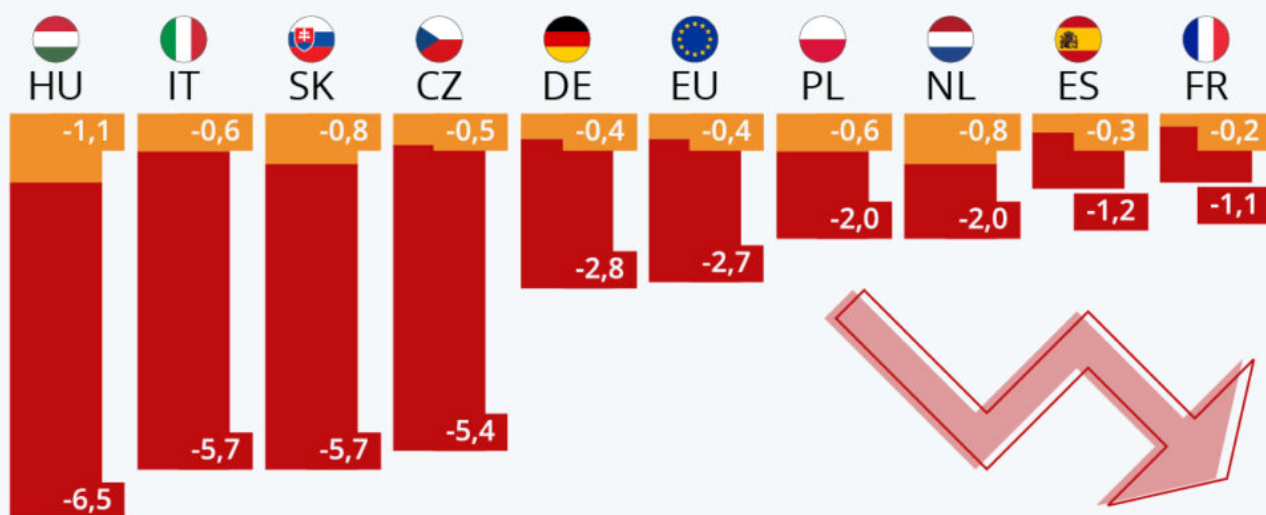
Levier du gaz russe : quel impact aurait l'arrêt des flux vers l'UE ?

Ecrit par le 23 novembre 2024

Comment l'arrêt des flux de gaz russe pourrait affecter l'Europe

Perte de PIB en % douze mois après un arrêt théorique des livraisons de gaz russe, par pays européen

■ Scénario optimiste * ■ Scénario pessimiste **



* faibles frictions d'ajustement, marché intégré, contribution du GNL.

** fortes frictions d'ajustement, marché fragmenté, ménages protégés.

Source : FMI



statista

Alors qu'une fermeture de [Nord Stream](#) avait eu lieu récemment pour maintenance, la Russie a repris jeudi dernier ses livraisons via ce pipeline qui achemine environ le tiers des importations de gaz de l'Union européenne. Si cela a d'abord apaisé les dirigeants européens (qui craignaient que Moscou maintienne le robinet fermé en réponse aux sanctions), [Gazprom](#) a annoncé lundi 25 juillet qu'il allait

Écrit par le 23 novembre 2024

diminuer ses volumes livrés à partir de mercredi : soit environ [20 % des capacités du gazoduc](#), contre 40 % actuellement.

Alors que la guerre s'intensifie en [Ukraine](#), le contrôle de cette installation stratégique donne à Vladimir Poutine un levier majeur pour diviser les Vingt-Sept sur le plan géopolitique, dans un contexte où le continent est sous la menace d'une crise énergétique cet hiver.

Comme le détaille une [étude du FMI](#), un arrêt complet des [livraisons de gaz russe](#) aurait des répercussions économiques majeures en Europe. Douze mois après une coupure totale des exportations, l'organisation estime que le produit intérieur brut (PIB) de certains pays européens pourrait chuter de plusieurs points dans les scénarios les moins optimistes.

Les plus affectés seraient des pays d'Europe centrale - la Hongrie, la Slovaquie et la Tchéquie - ainsi que l'Italie, où le risque de pénurie en gaz concerne jusqu'à 40 % de la consommation domestique. Dans le pire des scénarios - c'est à dire en l'absence de [contribution du gaz naturel liquéfié](#) (GNL) et qu'il soit nécessaire de protéger les ménages des pénuries (en plus de l'industrie) - entre 5 et 6 points pourraient être retranchés du PIB de ces pays. L'Allemagne et la Pologne s'en sortiraient un petit peu mieux, avec des pertes comprises entre 2 et 3 points.

Le gaz naturel étant toujours très utilisé en Europe pour [produire de l'électricité](#) et du chauffage pour les particuliers, des tensions pourraient avoir lieu pour savoir à qui donner la priorité en cas de pénurie de gaz l'hiver prochain dans certains pays. Même pour des économies européennes beaucoup moins exposées à la [dépendance au gaz russe](#), comme la France ou l'Espagne, les retombées économiques d'une telle crise pourraient se traduire par une réduction du PIB d'environ 1 % si l'un des scénarios les plus pessimistes du FMI devait s'appliquer à l'UE.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Matinée spéciale 'énergie' avec Luberon & Sorgues entreprendre

Écrit par le 23 novembre 2024



Une matinée spéciale 'énergie' est organisée par l'association LSE ([Luberon & Sorgues Entreprendre](#)), vendredi 1^{er} juillet. Des experts seront présents pour échanger sur les sujets du photovoltaïque, de l'énergie verte, de la flexibilité de consommation et du décret tertiaire, dont les obligations sont à remplir avant la fin du mois de septembre.

Locataires comme propriétaires, tous sont concernés par la consommation d'énergie et l'essor des énergies renouvelables (EnR). Dans ce cadre, l'association LSE ([Luberon & Sorgues Entreprendre](#)) organise une matinée spéciale 'énergie', le vendredi 1^{er} juillet au Min de Cavaillon. Des experts seront présents pour échanger sur les sujets du photovoltaïque, de l'énergie verte et de la valorisation de la flexibilité de consommation.

Cette matinée a également pour objectif de présenter des solutions et éclairer les participants sur le décret tertiaire, dont les obligations sont à remplir avant la fin du mois de septembre. Ce décret concerne les locataires ou les propriétaires dans des bâtiments à usage tertiaire d'une surface de 1 000 m² ou plus.

La matinée commencera par une introduction de [Benoît Mathieu](#), président du marché d'intérêt national

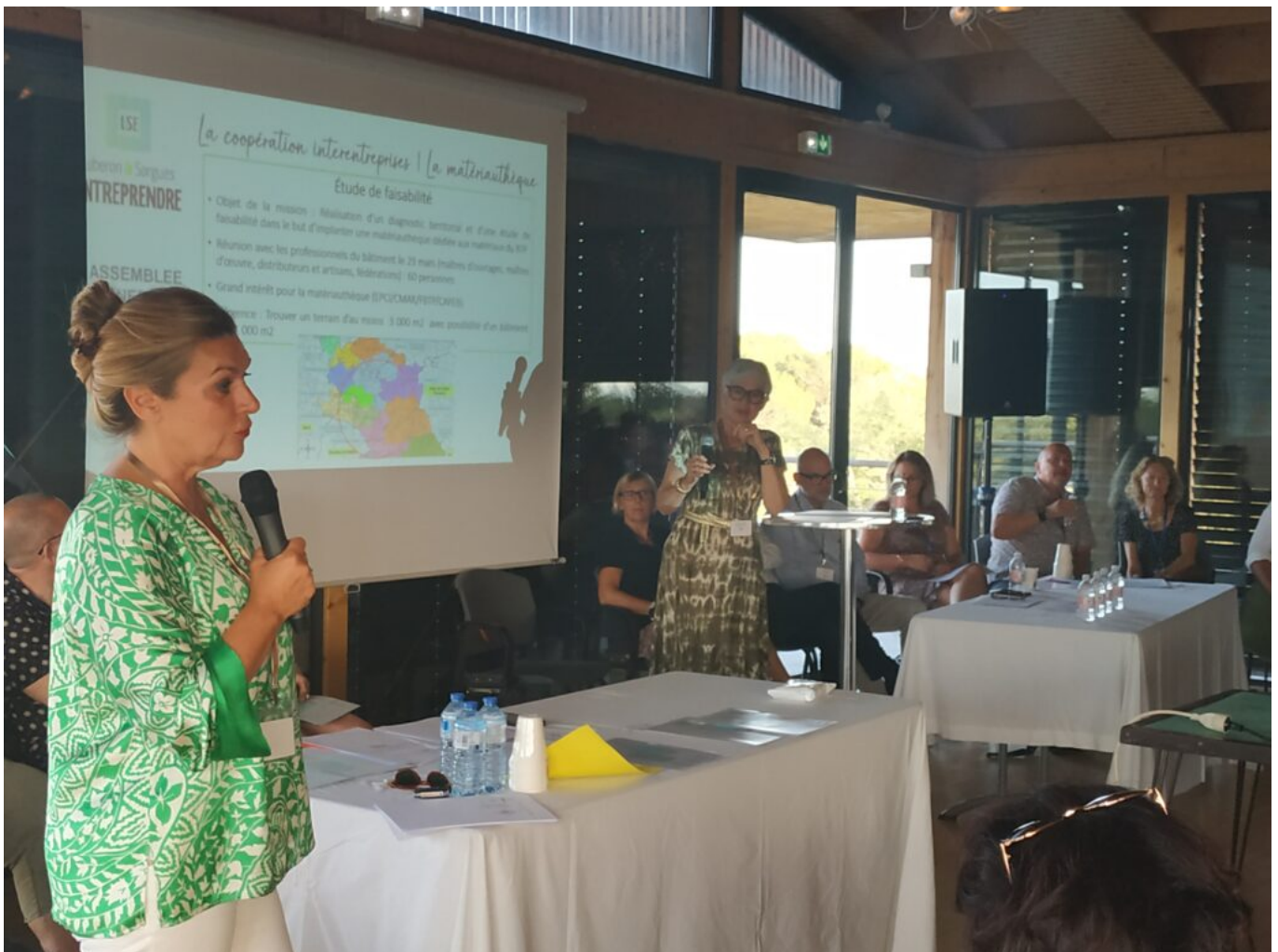
Ecrit par le 23 novembre 2024

de Cavaillon, et sera suivie d'un échange à propos du photovoltaïque, sur le thème 'quels projets et quels financements ?'. La matinée se poursuivra sur les thèmes de l'achat d'électricité verte, la flexibilité de consommation et le décret tertiaire. [Pierre Palombi](#), administrateur LES, conclura la matinée avant un échange 'B to B' avec les intervenants.

Une thématique abordée lors de l'AG du 14 juin

La thématique de l'énergie a déjà été présentée par l'association Luberon & Sorgues entreprendre lors de l'Assemblée Générale du 14 juin dernier, qui a réuni 130 adhérents et invités en présence notamment de Yves Bayon de Noyer, vice-président de la CCPSMV et maire du Thor, ainsi que [Bénédicte Martin](#), vice-présidente de la région sud.

Lors de cette AG, les administrateurs et les pilotes de chaque groupe ont présenté leurs thématiques de travail sur le territoire : RH, visite et découverte d'entreprises, café bâtiment, groupe industrie. Egalement, des réunions thématiques, autres que celle de l'énergie, ont été présentées comme la rencontre 'parlons cash' et les projets autour de l'économie circulaire et des circuits courts.



Écrit par le 23 novembre 2024

Hélène Félix, présidente de Luberon et Sorgues Entreprendre, lors de la dernière assemblée générale de l'association qui s'est tenue le 14 juin dernier à Châteauneuf-de-Gadagne.

Au cours de l'année écoulée, près de 500 personnes ont participé aux différents rendez-vous et ateliers proposés. « Une dynamique que LES entend poursuivre en 2022-2023 » insiste sa présidente [Hélène Félix](#).

Enfin, un appel a été lancé pour trouver le lieu d'implantation de la future 'matériauthèque', action initiée par LES et portée par l'Envol.

Inscription à la matinée spéciale 'énergie' par mail sur info@luberonetsorguesentreprendre.fr ou [ici](#).
Vendredi 1er juillet. Bâtiment administratif MIN de Cavaillon. 92 Av. Pierre Grand, 84300 Cavaillon. 8h à 12h40

Renseignements auprès de [Catherine Bézard](#) au 06 84 03 51 52.

Tricastin : Orano mise sur la formation pour préserver ses savoir-faire

Ecrit par le 23 novembre 2024



Avec l'augmentation des prix de l'énergie, causée par le [conflit russo-ukrainien](#), la question du nucléaire et de la souveraineté énergétique française est au cœur des discussions. S'ajoute à cette crise géopolitique, la [crise climatique](#). Face à ce contexte inédit, [François Lurin, nouveau directeur du site Orano Tricastin](#), a fait le point sur la situation et les enjeux futurs dont celui du maintien des compétences sur l'un des plus grands sites nucléaires d'Europe.

Le site Orano Tricastin représente, aujourd'hui, près de 4 500 emplois dont 2 500 emplois directs et 2 000 indirects (prestataires). Sur 650 hectares de terrain, à cheval entre le Vaucluse et la Drôme, la plateforme regroupe l'ensemble des activités de chimie (conversion, défluoration et dénitrification) et d'enrichissement de l'uranium. Ces activités précèdent l'étape finale de la fabrication du combustible nucléaire nécessaire aux réacteurs des centrales nucléaires de production d'électricité. A titre indicatif, la production du Tricastin permet d'alimenter 90 millions de foyers par an en énergie bas carbone, soit l'équivalent de la population de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Chaque année, entre 100 et 140 recrutements sont effectués sur l'ensemble du site pour compenser les

Ecrit par le 23 novembre 2024

départs à la retraite. Également, le site, qui réalise annuellement près de 200M€ d'achats de fournitures et services dont les deux-tiers sont réalisés en local, emploie [160 alternants](#).

Avec l'augmentation des prix de l'énergie, causée par le [conflit russo-ukrainien](#), la question de nucléaire et de la souveraineté énergétique française est au cœur des discussions. S'ajoute à cette crise géopolitique, [la crise climatique](#). Face à ce contexte inédit, [François Lurin](#), [nouveau directeur du site Orano Tricastin](#) en poste depuis six mois, a fait le point sur la situation, les enjeux auxquels le site du Tricastin fait face et les enjeux plus généraux du nucléaire.



[François Lurin](#), [nouveau directeur du site Orano Tricastin](#) depuis six mois. © Crespeau

Ecrit par le 23 novembre 2024

Un développement loin d'être terminé

François Lurin, qui a rejoint le groupe Areva en 2008, a rappelé que le développement de la plateforme du Tricastin, où le groupe Orano a investi plus de 5 milliards d'euros ces 15 dernières années pour renouveler son outil industriel de conversion et d'enrichissement, n'est pas terminé.

L'usine de conversion Philippe Coste, mise en service en 2018, poursuit son développement quand bien même qu'elle soit la première usine de conversion d'uranium renouvelée dans le monde. L'objectif de cette année est de dépasser le palier des 11 500 tonnes. L'activité conversion d'Orano représente 25% de la capacité mondiale et 40% de la capacité occidentale.

L'usine d'enrichissement Georges Besse II (GB II), plus grand complexe d'enrichissement en Europe sur un même site, représente 30% de la capacité occidentale. L'uranium enrichi qui y est produit, pour un usage exclusivement public, permet de livrer l'équivalent de 70 réacteurs dans le monde.

François Lurin ne cache pas qu'il était prévu d'augmenter la capacité de production de l'usine GB II. Cependant, le conflit russo-ukrainien a accéléré la réflexion concernant ce projet. Il confie que « depuis le début de la guerre beaucoup de clients se posent la question de l'approvisionnement », mais que des engagements doivent être passés avant d'investir des « centaines de millions d'euros ». Une fois les engagements signés, il faudra entre cinq et sept ans pour augmenter la capacité de production.

Projet 'compétences et écoles des métiers'

Le site Orano Tricastin cherche également à renforcer les compétences de ses collaborateurs. Pour cela, le site qui verse annuellement 30M€ de taxes et impôts, déploie depuis 2021 son projet 'Compétences et écoles des métiers'.

Le projet, qui doit s'étendre jusqu'en 2023, vise à répondre à l'objectif de renforcer et de renouveler les compétences des collaborateurs au plus près des besoins opérationnels. Ces compétences ont besoin d'être transmises aux nouvelles générations pour pallier les départs à la retraite.

« Des formations au plus près du terrain. »

Ce projet s'articule autour de deux axes complémentaires. Le premier est celui de la définition d'un système commun de gestion des compétences utiles aux managers et aux ressources humaines. La mise en place d'un système commun permet de mieux identifier les besoins en compétences nécessaires et d'anticiper l'accompagnement des nouveaux embauchés. Le second axe est celui de la mise en place d'une 'école des métiers' sur le site du Tricastin, au plus près du terrain. Cette école permet de former les opérateurs dans des conditions similaires aux conditions réelles.

Actuellement, une vingtaine de 'chantiers écoles et compétences' sont en cours de déploiement. Certains intègrent des outils de nouvelle génération comme la réalité augmentée, pour l'apprentissage du port d'équipements de protection aux risques chimiques et radiologiques, la mise à disposition de simulateur et de jumeaux numériques pour le pilotage des procédés.

De nouvelles activités

Ces dernières années, la plateforme industrielle Orano Tricastin s'est considérablement transformée,

Écrit par le 23 novembre 2024

avec des usines historiques à l'arrêt, en attente de démantèlement, et de nouvelles usines et ateliers en exploitation ou en cours de démarrage.

La multinationale s'est engagée dans le développement de nouvelles activités telles que la production d'isotopes stables non nucléaires. Avec près de 60 ans d'expérience, les équipes d'Orano Tricastin ont acquis un savoir-faire dans la chimie du fluor et la séparation isotopique à travers la conversion et l'enrichissement de l'uranium. Cette expérience permet aujourd'hui le développement d'une activité de séparation d'isotopes non radioactifs. Le laboratoire isotopes stables (LIS) est [en cours de construction](#) sur le site du Tricastin et une première production est attendue pour 2023. Ces éléments ont un large spectre d'utilisation dans le domaine de la santé, de l'industrie, de la recherche fondamentale et de l'informatique quantique.

D'autres activités sont en cours de développement comme le projet Fleur, qui concerne l'entreposage d'uranium recyclé. Pour rappel, le site du Tricastin investit chaque année entre 50 et 100M€.

Enfin, le site du Tricastin prépare le démantèlement de l'usine [Eurodif](#) arrêtée en 2012 et le lancement des opérations de démantèlement de l'ancienne usine de conversion, des anciens laboratoires et ateliers, et des deux tours aéroréfrigérantes, symboles du site.



Le site Orano de Tricastin regroupe près de 4 500 salariés dont 2 500 collaborateurs directs et 2 000 indirects (prestataires) sur 650 hectares de terrain, à cheval entre le Vaucluse et la Drôme. ©

Ecrit par le 23 novembre 2024

Crespeau